

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS



CONTRE LE RACISME ET LA LOI DARMANIN



À L'APPEL DE



MARCHE DES
SOLIDARITÉS



#ContreLaLoiDarmanin
#SolidaritéLibertéÉgalitéPapiers



Une montée des discours haineux, xénophobes et racistes d'extrême droite

Depuis quelques semaines, l'extrême droite « lâche ses chiens » xénophobes et racistes contre les personnes étrangères, dont les demandeur-euses d'asile et contre des lieux d'accueil des personnes migrantes : Callac (côtes d'Armor) ; Carhaix (Finistère) ; Saint-Brévin-les-Pins (Loire Atlantique) ; Bêlâbre (Indre) ; Beyssenac (Corrèze).

Il ne s'agit pas de faits isolés, c'est une stratégie délibérée de l'extrême droite.

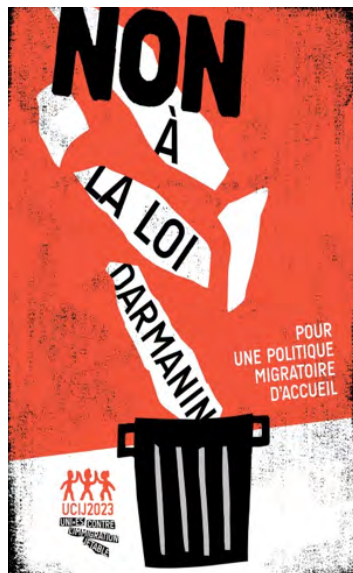
Une loi essentiellement répressive et sécuritaire, un tremplin pour l'extrême droite

C'est dans ce contexte, qu'après avoir attaqué le droit du travail, le droit au chômage, le droit à la retraite, le droit au logement, le droit à la santé, le gouvernement attaque le droit des étrangers.

Le projet de loi : « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des personnes migrant-es.

Il a pour objectifs :

- La radicalisation et l'inscription dans la loi des pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et des interdictions de retour sur le territoire (IRTF),
- L'augmentation des assignations à résidence,
- L'augmentation du nombre de centres et locaux de rétention administrative.



Il s'inscrit dans :

- Une vision utilitariste et répressive : obsession des expulsions, inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées, les assimilant à des délinquants,
- La déshumanisation des personnes migrantes et leur réduction à une main-d'œuvre potentielle dans des métiers dits « en tension » n'ouvrant droit qu'à des régularisations précaires.

Il renforce :

- La dématérialisation des procédures, privant d'accès au séjour de nombreuses personnes étrangères,
- Les moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire plutôt que d'accueillir dignement celles et ceux qui

furent guerres, persécutions, misère, conséquences des dérèglements climatiques.

Il restreint et bafoue de plus en plus les droits :

- Le droit au séjour et le droit d'asile vont être encore plus réduits
- Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, regroupement familial, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences, ...)
- Les droits des enfants sont de plus en plus ignorés (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents, ...)

Contre ce projet de loi qui ferait des personnes étrangères une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée aux arbitraires du patronat, de l'administration et du pouvoir politique,

**MOBILISATION le 25 MARS, PLACE JEAN BART À DUNKERQUE
de 15h à 17h
CONTRE LE RACISME
CONTRE L'IMMIGRATION JETABLE
POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE D'ACCUEIL**

Premiers signataires :

ATTAC Flandre, la Cimade Grande-Synthe/Dunkerque, EELV Flandres Maritime, Génération.s Dunkerque, LDH Dunkerque, LFI Dunkerque, MNLE 59/62, MRAP Dunkerque Littoral, NPA Dunkerque, PCF section Dunkerque-littoral, Sud/Solidaires, UL CGT de Dunkerque et des environs, Utopia 56 Grande-Synthe.

